

"Unité de l'Europe" dans Corriere della Sera (1er avril 1950)

Légende: Le 1er avril 1950, le quotidien italien Corriere della Sera trace les enjeux et les difficultés du projet d'autorité politique européenne souhaité par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Source: Corriere della Sera. 01.04.1950, n° 78; anno 75. Milano: Corriere della Sera. "Unità dell' Europa", auteur:Negro, Silvio , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/unite_de_l_europe_dans_corriere_della_sera_1er_avril_1950-fr-a8110078-5052-4f02-aa2f-7424b9e2e8d6.html



Date de dernière mise à jour: 08/08/2016

Unité de l'Europe

Rome, le 31 mars, la nuit.

Les décisions prises hier à Strasbourg et les paroles grossières par lesquelles les communistes ont accueilli la nouvelle du départ d'un premier chargement d'armes américaines destinées à accroître l'efficacité des simulacres de manœuvres que nous reconnait le traité, provoquent, en ordre divers, une initiative qui veut rassembler tous les Italiens décidés à garantir un avenir de liberté pour leur pays.

La division du monde en grands blocs qui s'opposent, plus encore que le jeu normal des intérêts dans le cadre d'une opposition idéologique implacable, a radicalement modifié la position des pays qui n'ont pas la stature des colosses, en les mettant dans la position de collaborateurs ou de victimes prédestinées. Telle est la raison pour laquelle ces pays s'unissent sous la bannière de l'Europe. Isolés et en délicatesse les uns avec les autres, ils n'ont pas la possibilité de se garantir la paix ou la prospérité; unis, ils disposent des moyens pour offrir à leurs peuples l'une et l'autre; ils peuvent aussi espérer imposer un dialogue à trois; ils peuvent alors éviter de n'être qu'un champ de bataille entre les deux superpuissances.

De cette situation est née la nécessité d'une fédération européenne, et après-demain, dans de nombreuses villes d'Italie, des représentants de tous les partis italiens pour lesquels la démocratie est synonyme de liberté et de progrès civil, viendront en grand nombre pour en exposer les objectifs, ils solliciteront l'adhésion des Italiens à la pétition pour un «pacte d'union fédérale européenne», qui sera envoyé simultanément à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et au Parlement de la République italienne.

La pétition stipule que «la division de l'Europe démocratique en États souverains conduit chaque jour un peu plus l'Europe vers la misère, l'asservissement et la guerre». C'est pour cela que l'Assemblée européenne de Strasbourg, au cours de sa première session, a considéré «comme étant son objectif la réalisation d'une unité politique européenne, dotée de fonctions limitées, mais de véritables prérogatives».

«Nous les soussignés citoyens de la République italienne, rappelant que l'article 11 de notre constitution, reconnaît, à condition d'égalité avec les autres États, les limitations de souveraineté nécessaire à une organisation qui assure la paix et la justice entre les Nations, nous demandons que l'Assemblée européenne et notre parlement prennent immédiatement les mesures nécessaires afin que les pays démocratiques d'Europe s'associent irrévocablement entre eux par le biais d'un pacte fédéral, pour exercer en commun les droits et les fonctions qui ne peuvent plus être satisfaits dans le cadre des souverainetés nationales».

«Ce pacte doit instituer une autorité politique européenne supranationale, démocratiquement désignée, dotée des prérogatives nécessaires pour garantir l'égalité des droits des ses peuples et les libertés fondamentales de ses citoyens, pour réaliser une unification économique progressive, pour se doter d'une politique étrangère et d'une

défense communes».

Il ne s'agit pas, comme l'a expliqué M. Carandini, qui – aux côtés des deux présidents du Conseil italien du mouvement européen, le sénateur Parri et M. Giacchero – a tenu aujourd'hui une conférence de presse afin d'expliquer la pétition, de prétendre immédiatement à une renaissance, mais bien de jeter les bases d'une réelle convergence des peuples démocrates d'Europe et d'une coordination de leurs intérêts. Des initiatives telles que l'union douanière italo-française, le Benelux, le Finebel, etc., se sont jusqu'à présent révélées inefficaces; l'O.E.C.E est restée, de fait, contre toute intention de ceux qui en ont jetés les bases un simple organe de distribution de l'aide américaine; l'Assemblée de Strasbourg se heurte à de grandes difficultés. Il s'agit de conférer à ces institutions de réels pouvoirs, aussi limités soient-ils au début; de mettre en place un parlement européen élu au suffrage universel qui soit capable de désigner un gouvernement européen, doté des moyens nécessaires pour se faire obéir dans le cadre de ses prérogatives, d'accorder une grande confiance aux dirigeants et aux députés, afin qu'ils soutiennent vigoureusement les thèses fédérales et qu'ils reconnaissent que dans leurs pays une grande partie de l'opinion publique est favorable à l'unification fédérale de l'Europe.

Pour le moment, la campagne de pétitions est en cours en Italie, en France et en Allemagne, c'est-à-dire dans les trois grands pays qui devraient constituer le premier noyau fédéral de notre continent.

Au cours du débat qui s'en est suivi, il est apparu clairement qu'un pas en avant notable avait été accompli, du moins entre les tenants de l'idée, hier encore divisés entre unionistes, pour lesquels toute initiative devait revenir aux gouvernements respectifs, et les partisans de l'UEF favorables à la création immédiate d'un organe législatif élu au suffrage universel. Aujourd'hui, tous, groupes minoritaires compris, collaborent pour faire de l'Assemblée de Strasbourg un organe efficace, apte à résoudre le problème de l'intérieur. L'attitude des Britanniques, dont les réserves ont été jusqu'à présent si néfastes à une solution concrète du problème, s'est révélée, à la lumière de certaines prises de position, plus constructive. On en revient donc à la même question: quelle Europe et quelle démocratie veut-on? MM. Parri et Giacchero ont redit toute l'importance de la démocratie, caractère essentiel de l'Europe, qui garantit toutes les libertés de l'individu, sans aucun préjugé, ils ont aussi réaffirmé qu'elle accueillerait tout pays qui accepte les règles du jeu. Il s'agit donc de réaliser l'union de l'Europe et d'en garantir la paix, non par l'imposition d'une hégémonie mais bien par le libre consentement des parties; non pas en ayant recours à la force mais bien par la voie d'accords.

C'est ainsi que, même si cela ne correspond à aucun dessein préétabli, la pétition des tenants du fédéralisme pour la paix en Europe vient contrebalancer celle des communistes qui ne jurent que par la *pax sovietica*. C'est aussi de cette façon que la question de la création d'une Europe démocratique unie ne devient qu'une seule préoccupation avec celle de la défense de l'Occident et de ses institutions. L'opinion publique se voit donc proposer l'initiative que les fédéralistes préparaient depuis de longs mois, alors que les

communistes ne cherchent qu'à troubler cette même opinion en lui distillant leur venin par la répétition agitée des seuls et mêmes slogans qui veulent faire croire que l'Ouest est germe de guerre alors que l'Est serait artisan de paix, ils font semblant de croire que le peuple désarmé projette d'accepter la politique militariste de l'étranger. Ce militarisme étranger qui, toujours selon les communistes, aurait tout à gagner de la sédition et du boycottage qui menacent.

On constate aussi le fait, qui n'est paradoxal qu'en apparence, que des positions si antinomiques se réclament non seulement de la même chose, à savoir la paix, mais qu'elles veulent ouvertement reconnaître la réalité des choses, il s'agit en fait de la faiblesse actuelle des possibilités de défense des pays occidentaux face à une agression. Seuls les premiers sont prêts à vouloir remédier à cet état pathologique, car de par la présence de voisins au comportement agressif, ils y voient un véritable danger. Les seconds, par contre, veulent maintenir à tout prix cet état de choses, s'il le faut en invoquant la Constitution, parce qu'ils y décèlent une opportunité. On peut donc facilement constater, à condition de regarder la vérité en face, que la paix comme la guerre sont à notre porte.

Silvio Negro